



# UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille en 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble, 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Étudiant •

## ***ENSEMBLE, AVEC L'UNEF, CONTINUONS A DEFENDRE NOS DROITS***

*Appel de la conférence nationale des AGE de l'UNEF, réunie les 28 et 29 octobre à Antony, à l'initiative de l'UNEF Paris IV (AGEPS), l'UNEF Paris I, l'AGEE-UNEF (Evry) et l'UNEF Paris XII, avec la participation de l'UNEF Arras, l'AGEL-UNEF (Lille), l'UNEF Lyon, l'UGEM-UNEF (Montpellier), l'AGER-UNEF (Rouen) et d'une élue de l'UNEF à Paris III*

Nous nous trouvons à l'aboutissement d'un processus qui a conduit l'Université publique à l'asphyxie, résultat d'une politique délibérée menée depuis plus de trente ans.

D'année en année, l'Etat a un peu plus refusé aux Universités, comme à l'ensemble de l'Éducation nationale, les moyens budgétaires de fonctionner. Le manque d'enseignants, de personnel administratif, de locaux est chaque année plus criant.

De réforme en réforme, il l'a éloignée des notions de service public, d'instruction publique, de transmission et d'élaboration des savoirs pour la livrer aux intérêts privés. La réforme Bayrou de 1997 a été l'étape décisive. Elle ouvre la voie à l'application du plan U3M, tout entier orienté par la notion de rentabilité des formations.

Parallèlement, et pour les mêmes raisons, la condition matérielle des étudiants n'a cessé de se dégrader. Quelques mesures de rafistolage mises en scène spectaculairement ne compensent pas la hausse continue, en francs constants, des droits d'inscription, du ticket de RU, des redevances de cités-U, en même temps que la multiplication des sites où les étudiants n'ont accès ni au RU, ni aux cités. Ceux qui doivent se salarier subissent de plein fouet la précarisation du travail. Jamais on n'a été aussi éloigné en France de l'objectif d'une Université publique, de qualité, ouverte à tous.

Jamais donc le besoin de syndicats étudiants actifs ne s'est autant fait sentir. Les étudiants ont besoin de syndicats pour les informer, face aux mensonges et aux omissions du discours officiel, pour les défendre, individuellement, quand ils se trouvent victimes de problèmes administratifs chaque année plus nombreux, pour créer enfin les conditions de la mobilisation de toute l'Université contre la politique de casse. Or au moment où sa nécessité est la plus évidente, le syndicalisme étudiant est en crise. Aucune organisation nationale n'apparaît pouvoir et vouloir répondre à ce besoin.

L'UNEF-ID a depuis longtemps fait le choix, un peu plus approfondi chaque année, de se détourner du syndicalisme réel pour inventer une sorte de syndicalisme virtuel, extérieur aux Universités, n'ayant ni les moyens, ni la volonté de défendre les étudiants, mais déterminé à leur

**Contact au local UNEF en Sorbonne - 1 rue Victor Cousin- 75230 Paris CEDEX 05**  
**Tél: 01 40 46 32 27 - Fax: 01 40 46 25 88 (préciser: pour l'UNEF)**  
**<http://unef.org> - [national@unef.org](mailto:national@unef.org)**

mentir à fins électoralistes. Ses slogans sur l'allocation d'études pour tous ou la "révolution pédagogique" n'ont aucune portée revendicative réelle, mais accompagnent la politique de casse du pouvoir en attaquant précisément ce qu'il veut détruire.

L'UNEF a maintenu pour sa part un certain nombre d'AGE faisant un réel travail syndical, certes insuffisant et dans un nombre insuffisant d'Universités. Mais les dernières années ont été marquées par son incapacité à agir au niveau national, qui a contribué au recul de son implantation. A l'aboutissement de sa crise, la direction qui l'a menée à ce point prétend répondre au besoin d'un syndicalisme fort et uni par la réunification avec l'UNEF-ID, aux conditions de l'UNEF-ID, sur les positions de l'UNEF-ID. Sous la bannière d'une grande UNEF mythifiée et mystificatrice, il s'agit de renoncer définitivement au syndicalisme étudiant.

C'est pourquoi nous refusons cela et déclarons que nous n'irons pas au pseudo-congrès d'unification de la Mutualité en décembre. Nous laisserons une prétendue direction qui ne représente plus qu'elle même aller y consacrer son échec, et les quelques camarades, s'il en est, qui auront bien voulu croire à ses derniers mensonges la suivre, et nous emploierons à reconstruire, à partir de la convergence de notre travail local, le syndicat qui manque aux étudiants de France pour les défendre, sur les trois principes suivants :

— **DÉTERMINATION** à défendre les intérêts des étudiants, et subordination de tout autre principe d'action à celui-ci.

— **MOBILISATION** constante par une présence au quotidien sur le terrain. Le refus de toute démarche délégataire ne doit pas être un principe moral mais un impératif pratique. Il s'agit de convaincre le plus grand nombre possible d'étudiants qu'un syndicat ne peut pas servir à agir à leur place, mais peut leur donner des moyens d'agir.

— **UNITÉ**, bien sûr. Devant l'urgence d'un tel renouveau, il ne devra pas être question de querelles de chapelle ou de rancœurs liées à des affrontements ou scissions anciens ou récents. Mais unité syndicale, dans l'objectif précis défini par les deux principes précédents.

C'est dans ce but que appelons toutes les AGE, tous les élus et tous les militants, que nous savons majoritaires, qui refusent la prétendue réunification, à préparer avec nous un congrès du renouveau et de l'unité de l'UNEF. Ceux d'entre nous qui iront à Orsay les 10, 11 et 12 novembre n'y iront pas pour cautionner un pseudo-congrès de liquidation mais pour y porter cette exigence.

C'est dans ce but que nous nous adressons à toutes les autres forces syndicales étudiantes en France pour les appeler à construire avec nous ce syndicat national, sur la base d'un rassemblement syndical dont les formes et les modalités restent à définir.

C'est dans ce but que nous appelons tous les étudiants de France à rejoindre les syndicats qui existent sur leur Université, à en construire s'il n'en existe pas, pour travailler à leur unité nationale.

Antony, le 29 octobre 2000.

*Les porte-parole élus par la conférence nationale*

**Philippe Lieutaud**

**Jihad Wachill**